

POLITIQUES SECTORIELLES :

L'essor rapide de l'écosystème FinTech



Avec plus de 100 millions d'habitants, un faible taux de bancarisation (56,2 %¹) et près de l'intégralité de la population dotée d'un abonnement mobile dont 57,3 % utilisant internet via un téléphone portable, l'Egypte est un terrain fertile pour le développement des innovations numériques dans le secteur financier. Si les autorités sont proactives pour répondre aux défis auxquels le secteur fait face, tels que les lacunes de la régulation et le manque main d'œuvre qualifiée, les freins au développement du secteur restent cependant conséquents.

Un écosystème FinTech dynamique et prometteur

Un écosystème FinTech en pleine croissance

Alors que seules deux FinTech étaient recensées en Egypte en 2014, elles sont **112** en 2021. Avec un **montant total d'investissement de 159 M USD en 2021, l'écosystème FinTech égyptien est le troisième plus important d'Afrique**, derrière le Kenya et le Nigeria. Les transactions des fonds d'investissement dans le secteur FinTech ont été multipliées par 10 en quatre ans, quand le financement

moyen par transaction a été multiplié par 16 entre 2017 et 2021 (de 300 000 USD en 2018 à 5 M USD en 2021).

Les sous-secteurs les plus investis sont les systèmes de paiement et transferts de fonds de travailleurs expatriés (34 entreprises en 2021), suivis des prêts et de la finance alternative (e.g. tontines, microcrédits – 15 entreprises), de la PropTech (immobilier) et de l'Agri-FinTech. En raison de la prédominance des micros, petites et moyennes entreprises en Egypte, les modèles B2B, B2C et B2B2C² sont les plus développés, comptant 79 FinTech³. Le lancement d'InstaPay par la Banque centrale d'Egypte (BCE) en mars 2022, une application permettant de regrouper tous les comptes bancaires du pays et ainsi d'effectuer des virements instantanés, devrait favoriser le développement du secteur.

Dans lequel cohabitent des acteurs internationaux

La présence des **grands acteurs internationaux** sur le marché égyptien de la FinTech doit également être soulignée. Il convient notamment de citer **PayFort**, filiale d'Amazon spécialisée dans les solutions de paiement électronique, ou encore PaySky, fournisseur régional de solutions de paiements digitaux. Il est par ailleurs courant que des partenariats soient noués entre des FinTech locales et des entreprises étrangères⁴.

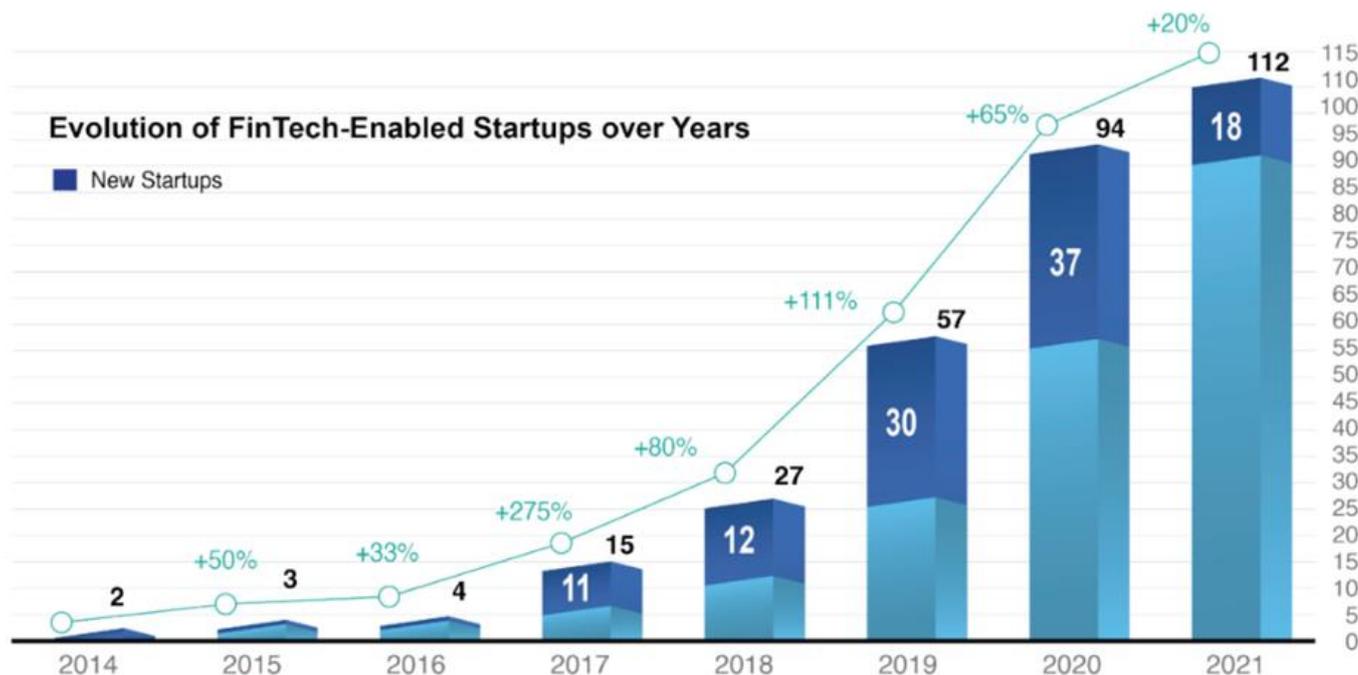
¹ Le taux de bancarisation recense tous les comptes bancaires des personnes âgées de plus de 15 ans. Il ne permet toutefois pas de différencier les personnes qui ont une utilisation quotidienne de leur compte, celles qui ne l'utilisent que pour retirer leur salaire ou encore celles qui ont plusieurs comptes bancaires.

² B2B : d'entreprise à entreprise ; B2C : d'entreprise à consommateur ; B2B2C : d'entreprise à entreprise à consommateur.

³ Le reste des startups sont concernées par les modèles B2C2B (d'entreprise à consommateur à entreprise), B2E (d'entreprise à employer) et B2G (d'entreprise à gouvernement – par exemple e-Finance).

⁴ MasterCard et Telda (Money App), Visa, EgyptPost et PaySky (Yalla SuperApp).

Progression des créations de startups FinTech en Egypte depuis 2014



Source: EgyptFintech: Landscape Report 2021, Fintech Egypt

Un développement freiné par des obstacles structurels

Un cadre réglementaire qui peine à s'adapter à un écosystème en pleine évolution

Le **cadre réglementaire continue de représenter un frein important** au développement des FinTech en Egypte. Si la nouvelle loi FinTech¹ adoptée cette année fait théoriquement de la **FRA** (*Financial Regulatory Authority*) le seul organisme responsable de l'octroi des licences et de la réglementation des FinTech, le **déficit de coordination entre les trois instances de régulation**, la **BCE**, la **FRA** et la **NTRA** (*National Telecom Regulatory Authority*) complique les démarches administratives indispensables au lancement d'une activité². **L'acquisition d'une licence est non seulement un processus long** (environ six mois) mais

également complexe, conduisant de nombreuses FinTech à faire l'impasse sur cette licence pour opérer dans le pays sans réelle base légale ; elles se privent en cela de partenariats potentiels avec des entreprises passant de fait à côté de certaines opportunités³.

Pour pallier les lacunes de la réglementation existante, **la BCE et la FRA travaillent conjointement sur une nouvelle loi qui établira un cadre législatif pour la réglementation des plateformes numériques de financement alternatif**. Les acteurs du secteur espèrent que celle-ci contribuera à une meilleure lisibilité et à faciliter les démarches administratives. La BCE a par ailleurs lancé en 2019 un « bac à sable réglementaire »⁴, un environnement d'essai contrôlé où les startups peuvent tester leurs modèles commerciaux avec des exigences réglementaires assouplies. Les objectifs sont de gérer l'incertitude réglementaire et de d'accroître la confiance des investisseurs.

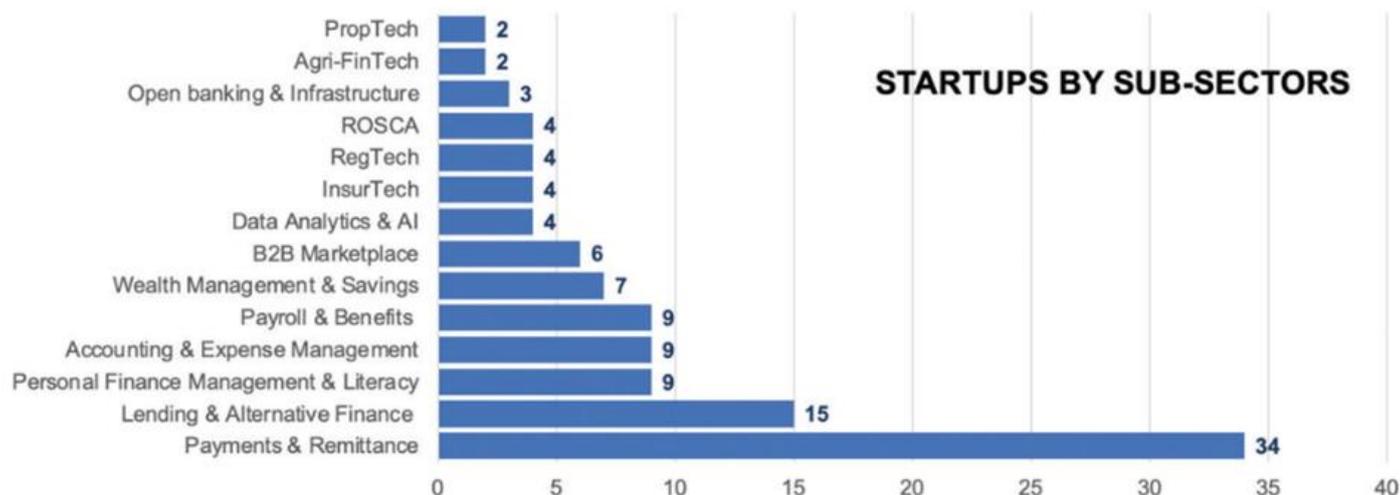
¹ Loi 5/2022 sur les FinTech non bancaires.

² La loi interdit aux entreprises et autres opérateurs de s'engager dans des activités non-bancaires et financières en Egypte – et en dehors du pays pour les résidents égyptiens – sans obtenir une licence de l'autorité régulatrice, la FRA.

³ A noter que la FRA aurait accordé aux jeunes entreprises fintech une licence temporaire pour une période de deux ans afin de soutenir les jeunes entreprises innovantes dans le domaine de la fintech.

⁴ FinTech Regulatory Sandbox.

Nombre de startups FinTech en Egypte par sous-secteurs



Source: EgyptFintech: Landscape Report 2021, Fintech Egypt

Les résultats de cette initiative sont cependant à nuancer (en effet, les conditionnalités pour faire partie du programme sont telles que les startups sélectionnées sont d'ores et déjà matures avant l'entrée dans le programme).

[La pénurie de compétences reste un enjeu de taille pour la pérennité de l'écosystème](#)

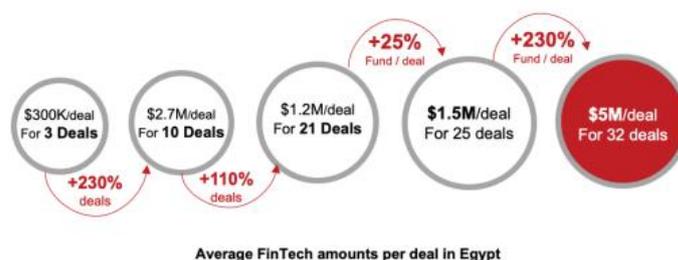
Réussir à attirer et à garder sur le long terme les talents est une autre problématique majeure à laquelle sont confrontées les FinTech en Egypte. **Plusieurs initiatives ont été mises en place pour renforcer les compétences**, telles que la VC University¹, un cycle d'un an destiné aux gestionnaires de fonds ou encore l'Orange Digital Center, un centre de formation pour les jeunes désireux de développer leurs compétences numériques² (services de coaching et de mentorat, école de codage, laboratoire de fabrication de matériel informatique et accélérateur de startup). D'autres initiatives, publiques, sont également à souligner, telles que le programme FinYology (FinTech pour les jeunes qui prévoit l'introduction de modules ciblés dans les universités pour les étudiants inscrits dans les filières de l'entrepreneuriat et de l'innovation, de la finance, de l'informatique et de l'ingénierie informatique) et le programme FinTech Academy (programme de quatre mois ciblant les initiés et les entrepreneurs du secteur

¹ Création conjointe entre la GIZ, l'Agence gouvernementale de développement des micros, petites et moyennes entreprises (MSMEDA) et Endure Capital et Changelabs.

FinTech et visant à leur donner les clés pour lancer leurs propres startups) lancés respectivement en 2020 et 2021.

Le pays continue par ailleurs de perdre ses **talents les plus brillants qui sont recrutés par les multinationales pour travailler à distance**. La fuite des cerveaux est une réelle problématique pour le développement de l'écosystème FinTech en Egypte.

Montants moyens par transaction dans le secteur FinTech en Egypte



Source: EgyptFintech: Landscape Report 2021, Fintech Egypt

² Partenariat public-privé mis en place par Orange et la GIZ.

Panorama de l'écosystème Fintech en Egypte



Source: EgyptFintech: Landscape Report 2021, Fintech Egypt

Margot ERTEL
Chargée d'études macroéconomiques et économie numérique
margot.ertel@dgtrésor.gov.fr